

Sécurité alimentaire :

comprendre et relever le défi
de la pauvreté



EuropeAid



COMMISSION
EUROPÉENNE

Commission européenne
Office de coopération EuropeAid
Rue de la Loi 41, B-1049 Bruxelles
Fax : (32-2) 299 64 07
E-mail : europeaid-info@ec.europa.eu

Sites Internet :

<http://ec.europa.eu/world>
<http://ec.europa.eu/europeaid>
<http://ec.europa.eu/development>
http://ec.europa.eu/external_relations

Ni la Commission européenne ni aucune personne agissant en son nom n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Toutes les photos sont © CE
Informations supplémentaires:
Photo couverture : Margie Rehm, Oxfam
Myanmar (p.23) : Angela Schwarz, Welthungerhilfe
Ethiopie (p.24) : Paolo Curradi, CE
Burkina Faso (p.25) Amadou Hebie, CE

Conception/préresse : Tipik Communication Agency.

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

Un numéro unique gratuit (*)

00 800 6 7 8 9 10 11

(*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou
peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet
via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg : Office des publications de l'Union Européenne, 2009

ISBN 978-92-79-10856-3

doi: 10.2783/29433

© Communautés européennes, octobre 2009
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Imprimé en Belgique, octobre 2009

Imprimé sur papier recyclé ayant reçu l'écolabel européen pour le papier graphique (www.ecolabel.eu)

Table des matières

Préface	4
Introduction	5
1 La sécurité alimentaire et ses différentes dimensions	7
Qu'entend-on par sécurité alimentaire?	7
L'insécurité alimentaire	8
Mieux comprendre certaines notions inhérentes à la sécurité alimentaire	11
2 Sécurité alimentaire: politiques et actions de la Commission européenne	13
Nouveaux enjeux, nouvelles stratégies	13
Une vaste gamme d'instruments	15
Gérer la transition entre l'action humanitaire et l'aide au développement: le LRRD	17
3 Les défis de demain: enrayer l'insécurité alimentaire et lutter contre la pauvreté	18
Une approche globale des politiques nationales de développement	18
Relancer l'agriculture et le développement rural	18
Le rôle des transferts sociaux	19
Renforcer la lutte contre la malnutrition	19
L'information pour l'action	20
4 Exemples du terrain	21
Amérique centrale: relever le défi au niveau régional	22
Myanmar: la sécurité alimentaire des populations déplacées	23
Éthiopie: filet de protection pour des milliers de familles rurales	24
Burkina Faso: assurer l'autosuffisance des petits producteurs	25

Préface



Koos Richelle
Directeur général

Aujourd'hui une personne sur cinq souffre de la faim et de la malnutrition, avec des conséquences parfois irréversibles sur la croissance physique et mentale des personnes affectées. Inacceptable sur le plan moral, la faim représente aussi un frein pour le développement économique et humain des Etats les plus pauvres.

Déjà dramatique, cette situation s'est encore détériorée avec l'effet conjugué des crises récentes, crise alimentaire et économique mais aussi du changement climatique. Face à cette situation sans précédent, la Commission a rapidement décidé d'intensifier ses efforts pour combattre la faim et réduire la pauvreté : en plus des instruments déjà existants, elle a mobilisé depuis fin 2008 plus d'1,25 milliard d'euros supplémentaires pour les populations les plus touchées.

C'est dans ce contexte qu'EuropeAid a réalisé cette brochure, afin de montrer comment la Commission soutient la production agricole, l'accès à la nourriture et prévient la malnutrition dans près de 80 pays.

Après un bref rappel des causes fondamentales de la faim, cette brochure présente la large gamme d'instruments dont la Commission dispose pour répondre à l'insécurité alimentaire. Les deux dernières parties décrivent les types d'interventions mises en œuvre et offrent un aperçu des programmes concrets soutenus par EuropeAid sur le terrain.

Ces actions renforcent encore l'importance donnée à la sécurité alimentaire au sein de l'aide européenne pour les pays en développement. Conformément aux engagements de la Commission, notre objectif est que cet effort, coordonné avec celui des autres bailleurs de fonds, contribue efficacement à relever le défi de l'extrême pauvreté.

Introduction

De nouvelles causes d'insécurité alimentaire

En 2008, la flambée des prix des produits agricoles a affecté l'ensemble de la population mondiale et aggravé la vulnérabilité des pays les plus pauvres¹.

L'analyse de cette crise a mis en évidence les nouvelles tendances qui ont un impact sur la sécurité alimentaire. Le monde est en effet confronté à une conjonction inédite et à l'effet cumulé de plusieurs facteurs qui n'ont plus grand-chose à voir avec les causes des grandes crises alimentaires de la fin des années 70 et du début des années 80, dans le Sahel et la Corne de l'Afrique notamment.

Ces facteurs nouveaux incluent :

- la diminution des stocks mondiaux
- la volatilité des prix sur les marchés alimentaires et énergétiques
- la croissance démographique
- les changements d'habitudes alimentaires (liés au développement économique des pays émergents et à l'adoption de nouveaux modes de consommation)
- la croissance urbaine
- l'expansion rapide des agro-carburants
- les changements climatiques qui affectent la production
- et surtout les liens avec les marchés financiers et les mouvements spéculatifs sur les marchés à terme agricoles.

Tous ces facteurs influent à la fois sur le court et le long terme et augmentent le risque pour les populations de tomber dans la pauvreté. La volatilité accrue des marchés alimentaires a fait ressortir la très grande vulnérabilité des plus pauvres face au moindre choc supplémentaire : brusque montée des prix, mauvaises récoltes, aléas climatiques.

La chute de la part de l'agriculture dans l'aide publique au développement et dans les priorités des pays en développement a contribué à aggraver la situation.

Toutefois, la flambée des prix de 2008 a ramené la sécurité alimentaire en tête des préoccupations.

La crise a mis en évidence le fait que la cause de la faim ne réside pas forcément dans la pénurie de nourriture et que la sécurité alimentaire n'est pas seulement liée à la capacité de produire des aliments en quantité suffisante.

Il importe de renforcer l'offre agricole face à la hausse structurelle de la demande. Mais l'insécurité alimentaire résulte aussi et surtout de problèmes d'accès physique et financier des populations aux aliments et autres produits de base. Autrement dit, elle apparaît quand les populations sont trop pauvres pour couvrir leurs besoins essentiels et quand elles n'ont pas les moyens d'accéder aux marchés et aux réseaux de distribution.

Pour relever le défi de la sécurité alimentaire, des partenariats nouveaux et plus solides s'imposent aujourd'hui au niveau mondial, entre les bailleurs de fonds, les institutions internationales, les gouvernements des pays en développement, la société civile et le secteur privé.

La Commission européenne et la lutte contre l'insécurité alimentaire

La politique de développement de la Commission européenne place la sécurité alimentaire au cœur de la lutte contre la pauvreté. Elle associe la sécurité alimentaire avec le développement rural et agricole, la gestion durable des ressources naturelles, la santé (y compris l'accès à l'eau), les infrastructures et l'économie des ménages (transferts sociaux).

¹ Émeutes notamment en Égypte, Côte d'Ivoire, Cameroun, Burkina Faso, Sénégal, Haïti, Madagascar, Philippines.

Le défi de la sécurité alimentaire dans le développement : la lutte contre la pauvreté

La pauvreté est définie comme un état qui « englobe différentes dimensions liées à l'incapacité de satisfaire des besoins humains tels que : consommer et assurer sa sécurité alimentaire, avoir accès à l'éducation, pouvoir faire valoir ses droits et entendre sa voix, vivre en sécurité et dans la dignité et exercer un travail décent » (OCDE). De même, la faim, la malnutrition et l'insécurité alimentaire empêchent les populations démunies d'échapper à la pauvreté car elles diminuent leurs capacités à étudier, à travailler et à prendre soin d'elles-mêmes et de leurs familles.

Le développement des pays les plus pauvres restera un objectif hors d'atteinte tant que la faim et la malnutrition subsisteront, car elles grèvent directement le potentiel économique et humain de ces pays, souvent d'une génération à l'autre. Le développement passe obligatoirement par une amélioration de la situation en matière de sécurité alimentaire, indispensable pour combattre la pauvreté.

La sécurité alimentaire et ses différentes dimensions



Qu'entend-on par sécurité alimentaire ?

L'état de sécurité alimentaire est atteint, aux niveaux individuel, familial, national et mondial, quand tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès économique et physique à une alimentation suffisante, sûre et nutritive pour satisfaire leurs besoins nutritionnels et leurs habitudes alimentaires de façon à pouvoir mener une vie active et saine (Déclaration de Rome, 1996).

Ce serait une erreur de limiter la sécurité alimentaire à la question de la production « brute » car elle implique également l'accès à la nourriture et la bonne utilisation de cette nourriture. Elle dépasse aussi la simple notion d'autosuffisance.

La sécurité alimentaire est un concept multidisciplinaire qui inclut des dimensions économiques, politiques, démographiques, sociales (discrimination à l'accès à la nourriture), culturelles (habitudes alimentaires) et techniques. Pour l'atteindre, il est dès lors indispensable de prendre également en compte le rôle de facteurs non alimentaires.

La sécurité alimentaire repose sur 4 piliers :

- **la disponibilité** physique des aliments pour tous. Elle implique une offre suffisante de denrées alimentaires de manière à répondre aux besoins de tous grâce à la production agricole nationale, la distribution et les importations, ainsi que des politiques, locales ou nationales, adéquates dans ces secteurs;
- **l'accès** économique et physique à la nourriture, aux besoins de base (santé, éducation, etc.) et aux ressources adéquates. Il implique des marchés stables, des prix accessibles aux populations locales, des revenus décents et un pouvoir d'achat suffisant, permettant aux ménages de subvenir à leurs besoins alimentaires. Le paradoxe de l'insécurité alimentaire est qu'il s'agit moins d'une insuffisance globale de la quantité de nourriture produite que d'un problème d'accès. Il peut y avoir insécurité même dans des régions qui ont connu une croissance économique élevée, si les prix du





marché sont trop élevés pour les ménages vulnérables. De même, si des pays disposent de stocks alimentaires suffisants, la précarité – voire l'absence – de réseaux de transports peuvent empêcher l'acheminement des denrées dans certaines zones en déficit;

leur permettre de mener une vie saine et active. Une bonne utilisation des aliments suppose un équilibre nutritionnel et un apport suffisant en micronutriments (vitamines, minéraux...);

- **l'utilisation** de la nourriture et des ressources liées (eau potable, assainissement et soins de santé). Il s'agit de fournir une alimentation adéquate et équilibrée de nature à satisfaire les besoins physiologiques (nutrition) des populations pour

- **la stabilité** de l'approvisionnement alimentaire dans le temps (à court, moyen et long terme). Elle doit garantir que l'accès à la nourriture ne sera menacé ni par l'émergence de chocs soudains (crise économique ou climatique) ni par des événements cycliques (insécurité alimentaire saisonnière).

Mythes et réalités

La planète est-elle confrontée à une pénurie alimentaire ?	Aujourd'hui, le monde produit assez de nourriture pour que chacun dispose, en principe, des aliments nécessaires pour mener une vie saine et productive.
Qui sont les victimes de la faim ?	Malgré l'image renvoyée par les médias, moins de 8 % des personnes qui souffrent de la faim sont victimes de situations d'urgence. Les 963 millions d'habitants de la planète qui ont faim font rarement la une des journaux. Pourtant, leur nombre dépasse celui des populations des États-Unis, du Japon et de l'Union Européenne réunies. Les enfants, les femmes et les communautés rurales sont les premières victimes de la faim.
Où sont-elles localisées ?	Près des trois quarts des personnes qui souffrent de la faim vivent dans des zones rurales pauvres des pays en développement. Le pourcentage de personnes sous-alimentées est toutefois en train d'augmenter dans les zones urbaines.
Quelle est l'importance des micronutriments ?	Les déficiences en micronutriments – vitamines et minéraux – sont très importantes et affectent près de deux milliards de personnes à travers le monde. D'après l'Organisation Mondiale de la Santé, les déficiences en fer, vitamine A et en zinc se situent dans les 10 premières causes de mortalité par maladie dans les pays en développement.

Adapté du PAM FAQs : <http://www.wfp.org/hunger/faqs>

L'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire est un phénomène dynamique dont l'impact varie en fonction de sa durée, de sa sévérité, ainsi que des conditions socio-économiques et de l'environnement (naturel, institutionnel, culturel) local.

La durée fait référence à la période plus ou moins longue durant laquelle des individus souffrent d'insécurité alimentaire.

Le degré de sévérité se traduit par les compromis faits par les familles vulnérables, compte tenu des ressources disponibles, lorsque des crises les obligent à sacrifier la qualité et/ou la quantité des aliments. Leur diminution entraîne la réduction progressive de l'apport alimentaire.

La sécurité alimentaire s'inscrit dans le long terme. L'insécurité alimentaire peut, quant à elle, avoir des conséquences immédiates et catastrophiques.

Des notions à ne pas confondre

La sécurité alimentaire doit être distinguée des notions d'assistance alimentaire, de sécurité sanitaire des aliments et de souveraineté alimentaire avec lesquelles elle est souvent confondue.

L'assistance alimentaire est un mécanisme d'intervention rapide et ponctuel utilisé dans les contextes de crise humanitaire ou de catastrophe. Elle doit assurer une alimentation adéquate et tenter de rétablir, dans un contexte précis, la sécurité alimentaire des populations touchées.

La sécurité sanitaire des aliments (souvent appelée « sécurité alimentaire » en Europe) porte sur la réglementation et le contrôle des filières agroalimentaires afin de surveiller l'hygiène, la toxicité et la traçabilité des aliments.

La souveraineté alimentaire relève du droit des États à mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs populations pour autant qu'elles ne nuisent pas à l'agriculture d'autres pays.

Les causes de l'insécurité alimentaire

Les causes de l'insécurité alimentaire sont à la fois conjoncturelles et structurelles.

L'insécurité alimentaire chronique

La pauvreté, le manque d'éducation, l'accès insuffisant à la santé et la mauvaise gouvernance sont les causes principales de l'insécurité alimentaire chronique.

Sur le milliard de personnes souffrant de la faim, la majorité vit en milieu rural. Les ruraux pauvres (petits paysans, ouvriers agricoles sans terre...) sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire. Ils souffrent des inégalités dans l'accès aux ressources financières et productives et aux marchés ainsi que du déséquilibre des échanges internationaux.

La croissance urbaine limite les ressources alimentaires, augmente la demande et accentue les inégalités de revenus. Elle a ainsi un impact négatif sur la sécurité alimentaire des populations urbaines pauvres.

Enfin, la dégradation de l'environnement, les changements climatiques et la mauvaise gestion des ressources naturelles sont d'autres causes de l'insécurité alimentaire chronique : désertification, instabilité des écosystèmes.

L'insécurité alimentaire transitoire

On parle d'insécurité transitoire lorsque des populations se trouvent temporairement incapables de répondre à leurs besoins alimentaires en raison, par exemple, d'événements imprévus ou saisonniers. Elle résulte des stress (catastrophes naturelles, conflits, variation des revenus et volatilité des prix) et des changements à court ou moyen terme dans la disponibilité et l'accès aux aliments.

Un cercle vicieux

La faim, la malnutrition et la pauvreté sont étroitement liées à l'insécurité alimentaire.

Si la pauvreté est une cause de la faim, la malnutrition peut être une cause de la pauvreté car elle peut réduire les capacités mentales et physiques et, en se répercutant souvent entre les générations, diminue le potentiel économique des populations.

En effet, au-delà du coût humain, la malnutrition a aussi un coût économique. Elle est responsable d'une perte de 2 à 3 % du PIB dans les pays pauvres et de 22 % de perte de revenu annuel des adultes².

La faim, la malnutrition et l'insécurité alimentaire empêchent ainsi les populations démunies d'échapper à la pauvreté car elles diminuent leurs capacités à étudier, à travailler et à prendre soin d'elles-mêmes et de leurs familles.

C'est finalement l'ensemble du capital humain de la société qui se trouve affecté.

Les victimes de l'insécurité alimentaire

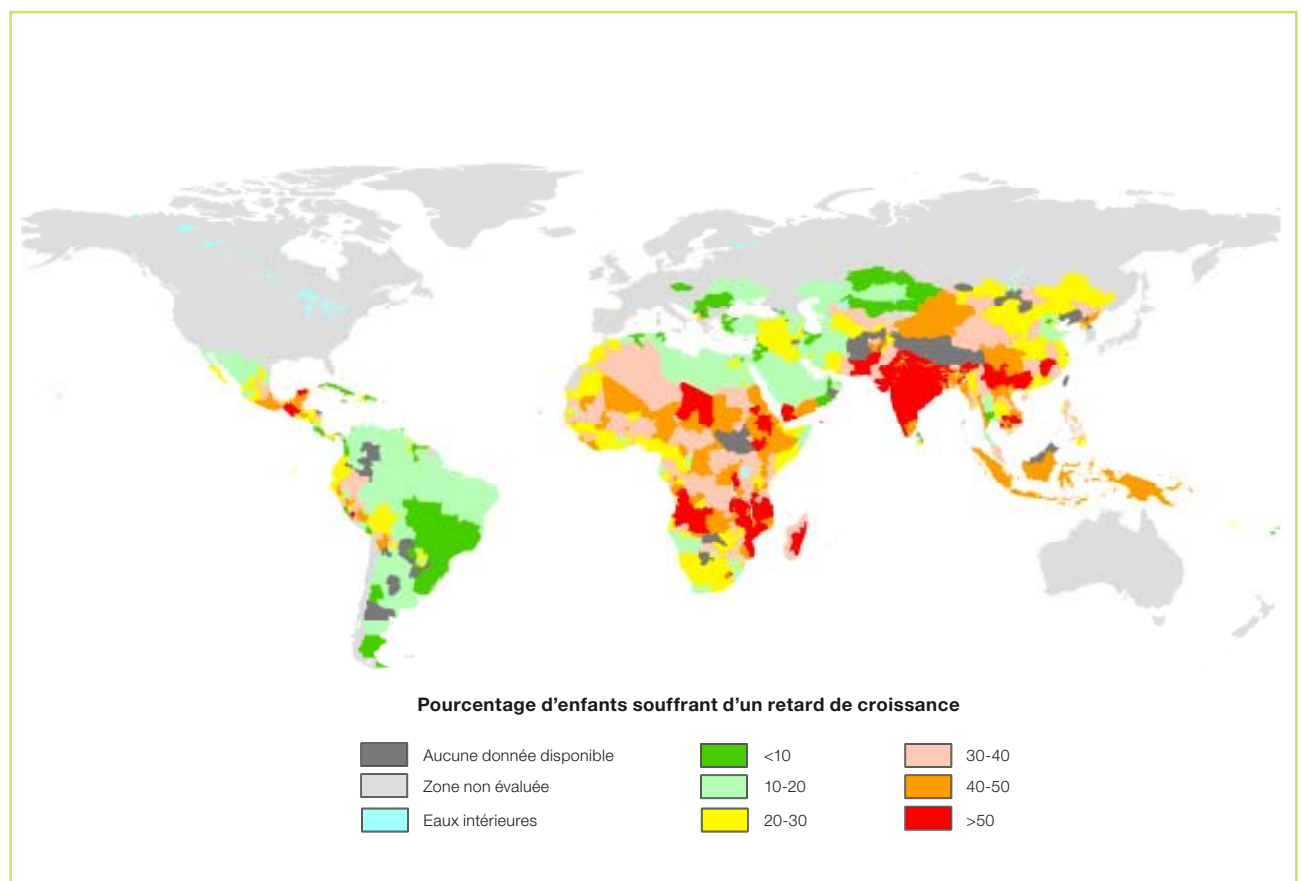
Certaines populations sont plus vulnérables que d'autres. L'insécurité alimentaire touche particulièrement les victimes des conflits, les populations marginales des milieux urbains, les ménages à faibles revenus ou dépendant de moyens de subsistance précaires. Parmi ces catégories, les femmes et les personnes vivant seules ou dans les familles à bas revenus sont les plus touchées.

² 'Repositioning Nutrition as Central to Development', Banque Mondiale, 2006.



Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans.

Par plus petite unité administrative locale disponible, années variables. (FAO)





Mieux comprendre certaines notions inhérentes à la sécurité alimentaire

Crise et stress alimentaire

Il convient de distinguer la notion de crise de celle de stress alimentaire.

La *crise alimentaire* est un événement ponctuel, limité dans le temps. Elle revêt une connotation politique liée à l'appréciation de la gravité d'une situation de pénurie, réelle ou artificielle, et de ses conséquences.

La notion de *stress alimentaire* s'applique lorsque les ménages tombent en dessous du seuil de vulnérabilité défini à partir de la disponibilité de nourriture et de la capacité à y accéder. Les familles peuvent ainsi être amenées à réduire le nombre et la qualité des repas ou encore réduire les dépenses de santé.

Elles peuvent aussi être obligées, soit de consommer leurs réserves, soit de vendre une partie de leurs moyens de production – affectant ainsi durablement leurs conditions de vie et leur sécurité alimentaire future.

Stabilité/résilience structurelle et vulnérabilité

La *résilience* est la capacité des populations à maintenir un certain niveau de bien-être face à un stress alimentaire, en recourant à des stratégies de survie et de gestion des risques adaptées.

À l'opposé, la *vulnérabilité* est définie comme le risque pour les ménages, même s'ils parviennent à maintenir un niveau de vie acceptable dans le présent, de tomber à tout moment dans la pauvreté et d'être incapables de faire face dans le futur à d'éventuelles causes d'insécurité alimentaire.

Résilience et vulnérabilité dépendent donc des mécanismes d'adaptation et de réaction mis en œuvre en réponse à une situation difficile. Lorsque ces mécanismes ne sont pas efficaces, la population entre dans une situation de vulnérabilité chronique.

Dans des régions considérées comme relativement « prospères », les populations peuvent se montrer plus vulnérables à l'insécurité alimentaire que des populations originaires de régions difficiles et habituées à faire face à des chocs ponctuels et réguliers. Une analyse minutieuse est nécessaire pour identifier ces populations.

La malnutrition sous ses différentes formes

La malnutrition est la conséquence d'une alimentation pauvre ou inadaptée ne fournissant pas, en quantité et en qualité, les apports nutritionnels nécessaires. Elle peut aussi être liée à des maladies infectieuses courantes telle la diarrhée.

La *malnutrition chronique* se manifeste par un retard de croissance mesuré par le rapport taille/âge. Elle apparaît lorsque l'alimentation des enfants est insuffisante de façon chronique ou lorsqu'ils sont régulièrement malades. La malnutrition chronique peut avoir des effets irréversibles sur le développement futur de l'enfant, elle aggrave la vulnérabilité des populations et affaiblit leur capacité à faire face à un stress alimentaire.

La *malnutrition aiguë* se manifeste par un poids trop faible pour la taille de l'enfant (émaciation) et augmente le risque de mortalité de façon significative. Elle apparaît lorsque les enfants perdent du poids en raison de graves déficiences nutritionnelles sur le court terme. Un taux élevé de malnutrition aiguë traduit un choc dans la consommation alimentaire (mauvaises récoltes, conflits, sécheresses, épidémies...) et/ou l'apparition d'une maladie. Les projets d'urgence se focalisent sur la malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans. Aujourd'hui, il est possible d'en soigner la forme la plus meurtrière (appelée malnutrition aigue sévère) à l'aide de soins et d'aliments thérapeutiques.



Les effets à long terme de la malnutrition sur la population infantile, et par conséquent sur les générations futures, grèvent la capacité d'un pays à se développer. La malnutrition constitue donc un des freins les plus sérieux au développement économique et annihile une partie des efforts de développement entrepris avec les pays pauvres.

La malnutrition en chiffres³

La malnutrition est de loin le *premier facteur de risques pour les enfants de moins de cinq ans*. Chaque année, elle en tue 3,4 millions – par comparaison, un million d'enfants meurent chaque année du paludisme.

Actuellement, 32 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de *malnutrition chronique* dans les pays à revenus faibles et intermédiaires.

10 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de *malnutrition aiguë*, dont 3,5 % souffrent de **malnutrition aiguë sévère**, critère souvent retenu pour décider d'interventions thérapeutiques d'urgence.

Environ 90 % des 178 millions de personnes victimes de malnutrition vivent dans 20 % des pays concernés par ce phénomène dont le Nigeria, le Burkina Faso, le Mozambique, le Niger, le Burundi, l'Inde ou le Cambodge.

De l'importance d'une bonne gestion des ressources

La préservation de l'environnement, la bonne gestion des ressources naturelles (garantissant un accès à la terre, à l'eau et aux ressources pour tous et respectueuse de la biodiversité) et des politiques commerciales répondant aux besoins locaux ainsi qu'un développement agricole durable contribuent à améliorer la sécurité alimentaire.

Le droit à l'alimentation

Le droit à l'alimentation est un droit de l'homme, inhérent à tous les êtres humains. Il englobe le droit à une alimentation adéquate et le droit fondamental d'être à l'abri de la faim. Le premier couvre le moyen ou le long terme tandis que le second se rapporte à l'immédiat.

Le droit à l'alimentation complète et renforce la sécurité alimentaire par une dimension juridique et la référence aux droits fondamentaux. Ce concept confère aux États la responsabilité d'assurer la jouissance de ce droit et sa réalisation progressive pour toutes les personnes vivant sur leur territoire.

3 'The Lancet Series - Maternal and Child Undernutrition', 2008

Sécurité alimentaire : politiques et actions de la Commission européenne

Nouveaux enjeux, nouvelles stratégies

Rappel historique

La Commission européenne est depuis plusieurs années un acteur international de premier plan en matière de sécurité alimentaire. Sa politique a évolué au fil du temps. Elle est passée de la simple distribution d'aide alimentaire à partir notamment des stocks communautaires d'excédents agricoles⁴, à des stratégies de soutien à la sécurité alimentaire aux niveaux national, régional et mondial.

Cette évolution, basée sur le principe du déliement de l'aide⁵, vise à :

- donner la priorité, dans la mesure du possible, aux achats locaux ou triangulaires dans les pays en développement (achat de denrées alimentaires dans des régions où la production est en surplus pour les distribuer dans des régions souffrant de pénuries);
- promouvoir la production et le commerce locaux;
- encourager l'intégration des échanges régionaux entre les pays en développement.

De 1996 à 2006, la politique européenne de sécurité alimentaire a été profondément réformée et mise en œuvre par le biais de la **Ligne budgétaire pour la sécurité et l'aide alimentaire (LBSA)**.

Cette ligne budgétaire combinait, dans un instrument unique, les opérations d'urgence et de développement, et les quatre piliers fondamentaux de la sécurité alimentaire. Elle a attribué 500 millions d'euros par an (en moyenne) aux programmes nationaux, aux initiatives multilatérales et aux ONG locales et internationales, partenaires importants de ce dispositif.

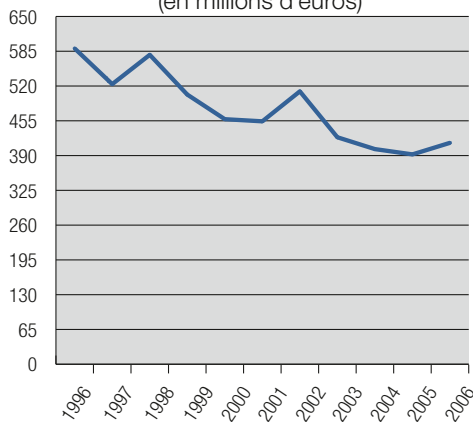
⁴ L'aide alimentaire n'est plus liée aux excédents européens depuis 1984.

⁵ L'aide liée est celle accordée sous réserve que le bénéficiaire l'utilise pour acheter des biens et services à des fournisseurs situés dans le pays donateur. Le fait de délier l'aide revient à ouvrir les marchés concernés à des fournisseurs non exclusivement situés dans le pays donateur.





Évolution des financements de la LBSA de 1996 à 2006
(en millions d'euros)



Les nouvelles orientations depuis 2007 : une vision globale

Lors de la réforme de l'aide extérieure communautaire, dans le cadre des perspectives financières 2007-2013, la Ligne budgétaire pour la sécurité et l'aide alimentaire (LBSA) a été remplacée par le **Programme thématique sur la sécurité alimentaire (PTSA)**.

Ce nouvel instrument vise à renforcer les moyens de la Commission pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier le premier d'entre eux : l'éradication de la faim et de l'extrême pauvreté dans le monde.

Le PTSA a été conçu pour privilégier les interventions au niveau global, continental et régional. Il a également pour mandat d'aider, en complément des instruments traditionnels dédiés aux différentes régions, les pays confrontés à des problèmes de sécurité alimentaire temporaires ou structurels liés à la pauvreté.

Son budget pour la période 2007-2010 s'élève à un peu plus de 925 millions d'euros. Ce montant n'inclut pas le financement de l'aide alimentaire humanitaire désormais du ressort du Service d'aide humanitaire de la Commission européenne, ECHO⁶.

La Commission européenne travaille avec différents acteurs de la sécurité alimentaire, notamment :

- les gouvernements des pays partenaires;
- les partenaires multilatéraux traditionnels chargés notamment des aspects stratégiques et de la mise en œuvre des programmes, comme la FAO⁷, le PAM⁸, le FIDA⁹, la Banque mondiale, le PNUD¹⁰, le Mouvement Croix-Rouge;
- les acteurs non étatiques et de la société civile (ONG, réseaux...);
- les autres bailleurs de fonds, dont les États membres de l'UE mais aussi les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon...;
- les organisations intergouvernementales régionales et continentales comme la CEDEAO¹¹, l'Union africaine ou l'ANASE¹²

Les objectifs de la nouvelle politique

Les actions mises en œuvre par le PTSA pour la période 2007-2010 visent à :

1. soutenir la recherche (agricole notamment) et les innovations technologiques contribuant à la sécurité alimentaire;
2. renforcer le lien entre la production d'information et la prise de décision pour améliorer les stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire;
3. exploiter le potentiel des approches continentales et régionales pour améliorer la sécurité alimentaire (par la réduction du risque de catastrophes, le développement et l'harmonisation des politiques agricoles, la gestion durable des ressources naturelles, etc.);

⁶ Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO).

⁷ Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.

⁸ Programme alimentaire mondial.

⁹ Fonds international de développement agricole.

¹⁰ Programme des Nations unies pour le développement.

¹¹ Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest.

¹² Association des Nations de l'Asie du Sud Est.



4. répondre à l'insécurité alimentaire dans les situations exceptionnelles de transition et dans les États fragiles et défaillants (LRRD) où les instruments traditionnels ne peuvent pas fonctionner de façon efficace;
5. promouvoir l'innovation en encourageant les pratiques et approches innovantes en matière de sécurité alimentaire ainsi que leur exploitation et diffusion entre pays en développement;
6. encourager la promotion et la mise en œuvre des stratégies de sécurité alimentaire conformément aux principes de la Déclaration de Paris¹³.

La sécurité alimentaire au cœur de la politique de développement

La sécurité alimentaire est une des priorités de la politique européenne de développement et de lutte contre la pauvreté. Elle fait l'objet d'une stratégie globale qui prend en compte l'ensemble des secteurs concernés et se caractérise par l'utilisation intégrée des divers instruments de coopération existants en matière de sécurité alimentaire.

Les programmes strictement nationaux, auparavant financés par la LBSA, relèvent désormais, en priorité, de la compétence des instruments géographiques. L'assistance alimentaire humanitaire est gérée par ECHO. Le Programme thématique sur la sécurité alimentaire assure la coordination entre ces différents instruments et couvre l'ensemble des aspects régionaux, continentaux et mondiaux.

Une vaste gamme d'instruments

À côté du PTSA, d'autres instruments interviennent pour financer les actions de sécurité alimentaire de la Commission européenne à travers le monde à court, moyen et long terme.

L'assistance alimentaire humanitaire : instrument de réponse à court terme

L'assistance alimentaire humanitaire gérée par ECHO intervient dans des pays en situation de crise ou de post-crise. Elle nécessite une mobilisation immédiate pour améliorer la situation nutritionnelle, restaurer les moyens élémentaires de subsistance et rétablir la sécurité alimentaire. Un vaste panel d'outils est utilisé afin d'atteindre ces objectifs tels que la surveillance, le dépistage et le traitement nutritionnel, le rétablissement de l'accès aux intrants et services destinés à l'agriculture et l'élevage, en passant par la fourniture de vivres ou encore de bons d'achats ou d'argent aux populations affectées pour assurer leur accès à la nourriture.

¹³ La Déclaration de Paris est un accord international adopté en 2005 par les donateurs et les pays bénéficiaires du CAD (Comité d'aide au développement de l'OCDE) en vue d'une plus grande efficacité et d'une meilleure gestion de l'aide au développement.



Les instruments de réponse à moyen ou long terme

La Commission européenne dispose d'une palette d'instruments pour financer différents types d'opérations de sécurité alimentaire sur une période plus ou moins longue, à moyen ou long terme. Leur diversité permet de répondre aux besoins de manière souple et adéquate.

Le *Fonds européen de développement (FED)* est le principal instrument financier de l'aide communautaire au développement en faveur des pays d'Afrique subsaharienne, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) signataires de l'Accord de Cotonou. Cette aide à long terme finance des programmes nationaux/régionaux et horizontaux.

L'*Instrument de financement de la coopération au développement (ICD)* intervient comme instrument géographique (Amérique latine, Asie centrale, etc.) mais finance aussi des programmes thématiques et transversaux (PTSA, droits de l'homme, environnement, etc.). Il couvre également un programme de subventions aux ONG pouvant intervenir dans les domaines de la sécurité alimentaire et du développement rural.

L'*instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVPI)* couvrent les pays méridionaux et orientaux limitrophes à l'Union européenne (Afrique du Nord, Europe de l'Est, Moyen-Orient).

L'*instrument de stabilité*¹⁴ finance certains programmes de sécurité alimentaire dans le court et le moyen terme. Mis en œuvre par la direction générale des relations extérieures (DG RELEX), il opère en faveur du maintien et de la restauration de la stabilité dans le monde et peut, par conséquent, contribuer à renforcer la sécurité alimentaire dans un pays donné.

Ces différents instruments peuvent financer tout un ensemble d'interventions (cf. encadré).

Exemples d'interventions en faveur de la sécurité alimentaire

- Programmes de filets de sécurité sociale visant à satisfaire les besoins alimentaires de base des populations les plus vulnérables (aides et subventions alimentaires, transferts d'argent, etc.).
- Appui aux systèmes d'information et opérations de prévention et d'atténuation des crises.
- Mise en place de dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises. Développement de programmes de transferts sociaux institutionnalisés en faveur des groupes les plus vulnérables : enfants, communautés victimes de conflits armés, femmes, petits exploitants menacés par l'insécurité alimentaire, ouvriers agricoles sans terre, ménages très pauvres en milieu urbain, etc.
- Appui à la production locale par la fourniture d'intrants (semences, engrais), de matériel agricole ou de bétail aux petits exploitants.
- Programmes de développement rural et agricole ou de renforcement des capacités de production : que ce soit le microcrédit, l'équipement, les infrastructures, la formation professionnelle ou le soutien aux organisations agricoles... Ces actions s'inscrivent, entre autres, dans un contexte de réforme des filières (de commercialisation des produits et des intrants, notamment) et de suppression des oligopoles et des freins aux échanges nationaux et régionaux.
- Programmes de lutte contre la malnutrition (promotion de pratiques alimentaires adéquates, services de santé et d'assainissement appropriés, etc.).

¹⁴ Règlement (CE) No 1717/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 instituant un instrument de stabilité.



Une réponse spécifique de l'UE à la volatilité des prix alimentaires

Quand on vit avec moins d'un dollar par jour et qu'on consacre l'essentiel de ses revenus à l'alimentation, des hausses de prix comme celles de 2008 sont tout simplement insupportables. Pour aider les pays en développement à y faire face, l'Union européenne a adopté, en décembre 2008, **une facilité de réponse rapide à la flambée des prix alimentaires**.

Dotée d'un montant d'un milliard d'euros pour la période 2008 à 2010¹⁵, la facilité agit en complémentarité avec les autres instruments.

Elle vise à encourager l'accroissement de l'offre agricole dans les pays en développement en améliorant notamment l'accès des petits exploitants aux intrants (engrais et semences) et aux services agricoles, et à atténuer les effets négatifs de la volatilité des prix alimentaires sur les populations locales via des transferts sociaux pour les plus pauvres. Se situant entre l'aide d'urgence et la coopération au développement à moyen et à long terme, l'aide est concentrée sur des pays cibles prioritaires.

Gérer la transition entre l'action humanitaire et l'aide au développement : le LRRD

(lien entre l'urgence, la réhabilitation et le développement)

Dans les pays confrontés à des situations d'urgence ou qui sont exposés à d'importants risques politiques, économiques ou naturels, la coordination dans la formulation et la mise en œuvre des politiques d'urgence, de réhabilitation et de développement est essentielle. Cette coordination doit permettre d'assurer la

complémentarité des actions permettant l'accès direct à la nourriture et aux services sociaux de base pour les populations affectées et les projets et programmes visant le renforcement des institutions et la mise en place d'un cadre favorable au développement.

Tout en respectant les spécificités de chaque acteur, cette approche, associant les actions de court, moyen et long terme, favorise une analyse commune des situations fragiles et des besoins, à tous les niveaux : social, politique, technique et de développement. Elle encourage ainsi d'indispensables synergies et une réponse harmonisée aux crises et situations de transition.

Autrement dit, le LRRD permet de repenser la réponse aux crises en se basant sur une analyse spécifique de chaque contexte permettant la prise en compte à court terme des besoins immédiats ainsi que les dimensions de plus long terme afin de prévenir les crises futures en renforçant la résilience des populations vulnérables.

De l'urgence au développement durable : le rôle du LRRD

Les réponses de type LRRD aux situations d'insécurité alimentaire visent à assurer à la fois la continuité, la simultanéité et l'efficacité des opérations humanitaires et de développement. Elles combinent des actions de court et long terme dans une perspective de développement durable d'une région ou d'un pays.

On peut identifier trois éléments clés d'intervention, avec la mise en œuvre d'opérations spécifiques :

- Sauver des vies et répondre aux besoins essentiels.
- Protéger et restaurer les moyens de subsistance.
- Développer les moyens de subsistance afin de renforcer la capacité des ménages à faire face aux chocs et d'amorcer un mécanisme de développement durable.

15 Réaffectés à partir du budget de l'aide extérieure et issus en partie d'une augmentation du plafond des ressources disponibles.

Les défis de demain : enrayer l'insécurité alimentaire et lutter contre la pauvreté



Une approche globale des politiques nationales de développement

La lutte contre l'insécurité alimentaire est un objectif prioritaire des politiques de réduction de la pauvreté. Elle implique une approche globale et pluridisciplinaire sur le long terme. Les politiques et stratégies de sécurité alimentaire doivent par conséquent prendre en compte l'ensemble des secteurs concernés : la production agricole, l'accès aux ressources productives, le commerce, le revenu, l'emploi, la santé, l'éducation, la qualité des aliments et la propreté des eaux, la gouvernance et la stabilité politique.

Relancer l'agriculture et le développement rural

Le monde a pris conscience aujourd'hui de l'absolue nécessité de relancer l'agriculture pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté.

Même si la plupart des pays font face à une urbanisation grandissante, dans les pays et régions les moins avancés, c'est la croissance de l'agriculture qui, grâce à ses effets de levier sur le reste de l'économie, permet, plus que n'importe quel autre secteur, de faire reculer durablement la pauvreté.

La relance de l'agriculture suppose la mise en œuvre de mesures adéquates pour améliorer la productivité des cultures vivrières et inciter les petits exploitants à se lancer dans les productions à plus forte valeur ajoutée : horticulture, aviculture, aquaculture... Pour réduire durablement la pauvreté, il est essentiel en effet d'enclencher un processus de transformation et de diversification économique des moyens de subsistance.





Par ailleurs, une part importante des pénuries alimentaires dans le monde pourrait être allégée en améliorant les réseaux de distribution agricoles locaux et l'accès des petits exploitants aux facteurs de production. La relance de l'agriculture implique des investissements dans les infrastructures rurales, l'irrigation, les installations de stockage, les services aux agriculteurs et les marchés agricoles. Enfin et surtout, il s'agit de mettre en œuvre des politiques ambitieuses de développement agricole et rural et réduire les contraintes institutionnelles ou légales qui handicapent parfois lourdement la hausse de la production. Pour cela, il convient de sécuriser le secteur foncier et l'accès à la terre, d'encourager la constitution d'organisations de producteurs et le développement de circuits de commercialisation efficaces et transparents ainsi que d'un cadre commercial adéquat.

Au niveau européen, dès la programmation du 10^e FED, le secteur du développement rural a bénéficié d'une augmentation importante de ressources financières.

Le rôle des transferts sociaux

Les transferts sociaux contribuent concrètement aux objectifs du Millénaire¹⁶ (et notamment au premier OMD) en conciliant un soutien direct et ciblé aux populations vulnérables.

Ces filets de sécurité sociale ont pour vocation de promouvoir une meilleure gestion des chocs, et sur le plus long terme de réduire la pauvreté chronique. Concrètement, ils peuvent être définis comme des services ou contributions régulières apportés par le gouvernement ou par d'autres institutions (ONGs, etc.) aux individus ou aux ménages les plus vulnérables. Ces transferts renforcent les ressources des ménages, par exemple grâce à la distribution de nourriture, d'argent ou de coupons. Cette distribution peut être directe ou se faire en contrepartie d'un travail d'intérêt public, d'une participation à un programme de santé ou d'une formation.

Ces transferts permettent aux ménages de couvrir leurs besoins alimentaires immédiats, mais aussi d'autres dépenses essentielles comme la santé et l'éducation. Contrairement aux interventions d'urgence, ces transferts sont prévisibles, ce qui permet aux foyers de préserver leurs biens et outils de production (animaux, outillage ou terres par exemple) pendant les périodes difficiles _soudure, perte de récolte_ permettant à terme de renforcer et stimuler l'économie locale.

Renforcer la lutte contre la malnutrition

Diminuer la sous-nutrition contribuerait de manière significative à réduire la pauvreté et à mettre un terme au cercle vicieux qui les relie. Pourtant, les bailleurs de fonds comme les pays en développement ont souvent tendance à négliger cette dimension essentielle. La question se pose de savoir comment maximiser l'impact des interventions et programmes de sécurité alimentaire sur la nutrition : objectifs visés, indicateurs appropriés, traitement des multiples causes sous-jacentes. Une attention toute particulière doit être accordée aux femmes (notamment les femmes enceintes et allaitantes) et aux jeunes enfants qui sont les premières victimes de la malnutrition.

Il est essentiel de ne pas isoler le problème en le sortant de son contexte ou en ignorant les autres dimensions qui influent sur la malnutrition : pauvreté et faiblesse des revenus, accès à l'eau potable, hygiène, accès aux soins, aux médicaments, à l'éducation.

Le Service d'aide humanitaire ECHO a toujours accordé une priorité élevée à la lutte contre la malnutrition aiguë. La Commission est désormais engagée dans une démarche stratégique pour une meilleure prise en compte de la composante « nutrition » dans ses interventions de développement.

¹⁶ <http://www.un.org/french/millenniumgoals/>



L'information pour l'action

Une information de qualité est indispensable pour mener des stratégies efficaces de sécurité alimentaire. Elle permet aux décideurs d'identifier les populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire et d'en comprendre la nature et les causes. Sur le terrain, il est clair que l'amélioration de l'accès des petits exploitants à une information bien ciblée a un impact important pour faire progresser l'agriculture locale.

La diversification et la complexité croissante des crises alimentaires rendent nécessaires aujourd'hui des dispositifs d'information et d'alerte précoce toujours plus performants.

Une meilleure prise en compte de la sécurité alimentaire au niveau politique impose dès lors de renforcer les systèmes d'information et d'alerte précoce afin d'assurer une information fiable, bien exploitée et, permettant une prise de décision rapide et efficace, la formulation de politiques et programmes pertinents et la planification de réponses appropriées.

Enfin, la mise en réseau permet de partager et de mieux comparer les données et d'impliquer plus largement les différents acteurs nationaux concernés (producteurs, transformateurs, commerçants, consommateurs, etc.).

Réseau opérationnel de sécurité alimentaire

ROSA EXTRANET

Contacts | Plan du site | Crédits | Rechercher | français

RÉSEAU OPÉRATIONNEL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

ROSA | Événements | Éclairages | Capitalisation | Bibliothèque | Liens utiles | Newsletters | Wiki | Forum

Thématiques

- Situation alimentaire et nutritionnelle
- Systèmes d'information et indicateurs de SA
- Transferts sociaux et accès à l'alimentation
- Urgence, réhabilitation, développement
- Nutrition

Le Réseau

Le Réseau Opérationnel de Sécurité Alimentaire (ROSA) est financé par l'Office de coopération EuropeAid de la Commission Européenne. Il s'agit d'une initiative conjointe de l'unité E6 qui fournit un appui thématique dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'unité G4 en charge de la formation et de la gestion des connaissances.

[En savoir plus](#)

Événements en cours

- États des lieux et consultation sur le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)
- Protection sociale et résilience à la triple crise financière, alimentaire et énergétique

Dernières ressources

Bibliothèque

- Charte pour la Prévention et la Gestion des Crises Alimentaires. Texte révisé de la charte de l'aide alimentaire
- Report of the High-Level Task Force (HLETF) on the Global Food Security Crisis

Capitalisation

- Basic Income Grant - Namibia

Actualités d'ailleurs

ECHO

Climate change could fuel further conflict in the Middle East

The possibility of developing integrated programmes around water supply and food security in Eritrea

Protecting the poor and marginalised in Arab countries in light of the global economic crisis

IRIN - UN office for the coordination humanitarian affairs

HOW TO: Do a food audit

SOMALIA Livelihoods at risk as drought worsens in eastern Somaliland

ZIMBABWE - Mutema

Newsletters | Forum | Wiki

Exemples du terrain



Amérique centrale : relever le défi au niveau régional

<< J'ai eu la chance de participer à deux initiatives, celle de la gestion de l'eau et celle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. J'ai beaucoup appris de ces deux expériences et maintenant, nous attendons le moment de la récolte. >>

Responsable communautaire présentant les initiatives de SAN Integral
Municipalité de Tacaná, San Marcos, Guatemala.



Myanmar : la sécurité alimentaire des populations déplacées

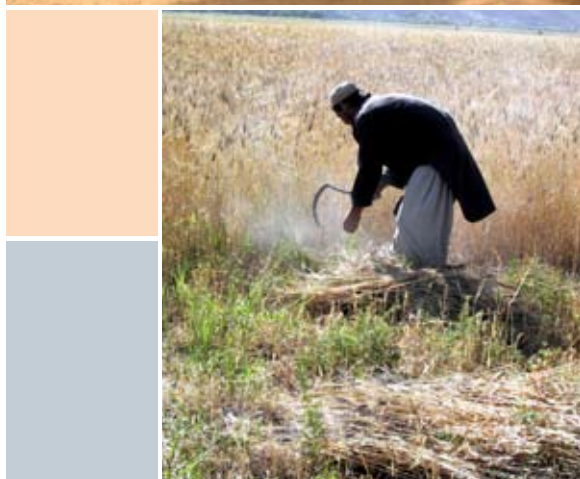
<< Nous pensions ne tirer aucun rendement de ces très petites semences de riz mais, aujourd'hui plus fortes, elles produisent plus que nos rizières traditionnelles. >>

Bénéficiaire d'un programme de sécurité alimentaire, Welthungerhilfe

Éthiopie : filet de protection pour des milliers de familles rurales

<< Grâce au programme de filet de sécurité, je ne suis pas obligée de vendre ma chèvre pour pouvoir me nourrir. Le gouvernement me donne un coup de pouce pour me permettre d'avoir de quoi manger. >>

Une bénéficiaire du PSNP dans le woreda de Chiro, dans la région d'Oromia.



Burkina Faso : assurer l'autosuffisance des petits producteurs

<< La bouillie enrichie a permis de sauver mon enfant sous-alimenté. >>

Une femme lors de la visite du centre de formation et d'éducation nutritionnelle dans le village de Kourpellé en 2007.

Amérique centrale

Relever le défi au niveau régional

En Amérique centrale, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la pauvreté, très répandues, entravent le processus de développement de la région. La sévérité des crises alimentaires et la vulnérabilité des populations sont accrues avec l'émergence de conflits politiques, la violence et les catastrophes naturelles.



<< J'ai eu la chance de participer à deux initiatives celle de la gestion de l'eau et celle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. J'ai beaucoup appris de ces deux expériences et maintenant, nous attendons le moment de la récolte. >>

Responsable communautaire présentant les initiatives de SAN Integral Municipalité de Tacaná, San Marcos, Guatemala.

NOM DE L'ACTION

Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour l'Amérique centrale (PRESANCA).

MISE EN ŒUVRE

Système d'intégration d'Amérique centrale et Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (Incap).

DURÉE

2004-2010.

COUVERTURE

24 municipalités situées à la frontière du Honduras, Salvador, Guatemala et Nicaragua.

Le programme a permis de lutter contre l'insécurité alimentaire à travers des initiatives concrètes :

- construction de systèmes d'eau potable;
- production de céréales pour couvrir les besoins alimentaires des familles;
- appui à la création de jardins potagers et soutien à l'élevage.

Ces actions réduisent l'insécurité alimentaire des communautés les plus vulnérables situées en zones frontalières.

Myanmar

La sécurité alimentaire des populations déplacées

Des années de conflits violents et de répression ont ébranlé sérieusement la sécurité alimentaire déjà fragilisée par la rareté des terres agricoles cultivables et un relief montagneux. Par ailleurs, les autorités locales, confrontées au trafic de drogue, ont recouru à une politique de déplacements forcés des villages pour mettre fin à la culture intensive du pavot. Les populations déplacées ont été réinstallées dans des villages environnants qui connaissent de graves situations d'insécurité alimentaire et ont vu leurs conditions de vie se dégrader.



<< Nous pensions ne tirer aucun rendement de ces très petites semences de riz mais, aujourd'hui plus fortes, elles produisent plus que nos rizières traditionnelles. >>

Bénéficiaire programme de sécurité alimentaire (Welthungerhilfe)

NOM DE L'ACTION

Amélioration de l'alimentation et des moyens de subsistance pour les populations issues de minorités ethniques des villages déplacés de l'ancienne zone de culture du pavot dans la région de WA, État de Shan.

PARTENAIRES

Welthungerhilfe (ONG allemande).

DURÉE

2005-2009.

COUVERTURE

16 villages déplacés et villages voisins accueillant ces populations.

Le projet a bénéficié à des populations appartenant à des minorités ethniques vulnérabilisées par leur réinstallation forcée. Il vise à satisfaire leurs besoins en alimentation de base par l'intensification de l'élevage et la diversification des cultures, par le développement d'activités génératrices de revenus et par un appui à la commercialisation des récoltes. Il cherche à améliorer la santé de ces populations (infrastructures en eau potable) et les conditions sanitaires et à s'attaquer aux maladies récurrentes dans la région.

Ethiopie

Filet de protection pour des milliers de familles rurales

Au-delà des mauvaises récoltes et de la disponibilité parfois limitée des aliments sur les marchés, les risques de famine et d'insécurité alimentaire en Ethiopie sont aussi et surtout liés à la pauvreté des ménages, c'est-à-dire leur très faible pouvoir d'achat. Il y a peu de débouchés sur le marché local pour des activités génératrices de revenus.



<< Grâce au programme de filet de sécurité, je ne suis pas obligée de vendre ma chèvre pour pouvoir me nourrir. Le gouvernement me donne un coup de pouce pour me permettre d'avoir de quoi manger. >>

Une bénéficiaire du PSNP dans le woreda de Chiro, dans la région d'Oromia.

NOM DE L'ACTION

Programme de filet de sécurité productif (en anglais PSNP : Productive Safety Net Programme).

MISE EN ŒUVRE

Différents départements ministériels (agriculture, finances) et institutions internationales (PAM).

DURÉE

2005-2009.

COUVERTURE

7,3 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire réparties dans 286 « woredas » (districts) de 4 régions du pays.

Le PSNP est une initiative politique appuyée par le gouvernement et les bailleurs de fonds. Venant d'une succession d'interventions humanitaires, ce système structuré d'assistance en nature ou en espèces constitue un mécanisme de protection sociale prévisible des ménages et de création d'emplois productifs pour la communauté.

Ce système permet ainsi de répondre aux besoins alimentaires des familles grâce à des versements réguliers d'argent ou de nourriture. Ces transferts sont conditionnés à la participation à des travaux d'intérêt public dont le but est d'équiper la communauté en infrastructures et services sociaux: écoles, dispensaires, systèmes d'irrigation ou petites infrastructures. Pour les plus vulnérables (personnes âgées, etc.), cette distribution de nourriture ou d'espèces peut se faire sans contre-partie en travail.

Le PSNP encourage le développement du marché local en augmentant le pouvoir d'achat des familles et en les encourageant à investir.

Burkina Faso

Assurer l'autosuffisance des petits producteurs

Le taux de malnutrition au Burkina Faso est très élevé, particulièrement chez les enfants. Dans certaines régions confrontées à la dégradation des sols cultivables, la production agricole ne satisfait pas les besoins alimentaires de la population. À cela s'ajoutent la faible accessibilité de la population à l'eau potable, une disponibilité irrégulière des aliments en fonction des saisons, les difficultés chroniques d'accès des plus pauvres à ces aliments ainsi que la surexposition de ces populations à de nombreuses maladies et épidémies graves (malaria, VIH, diarrhée, etc.).



<< La bouillie enrichie a permis de sauver mon enfant sous-alimenté. >>

Une femme lors de la visite du centre de formation et d'éducation nutritionnelle dans le village de Kourpellé en 2007.

NOM DE L'ACTION

Programme intégré de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les provinces du Bam et du Sanmatenga (PISAN-BAS).

PARTENAIRES

Association Zood Nooma et Association Sougri Nooma.

DURÉE

2004-2007.

COUVERTURE

Directement 44 447 membres des familles adhérentes aux associations et vivant dans les 67 villages de la zone d'intervention du projet, et indirectement les villages environnants.

Le projet a permis d'aider les familles à mieux couvrir leurs besoins alimentaires grâce :

- à un meilleur accès aux semences et à l'équipement agricole.
- au développement de cultures de contre-saison et travail contre l'érosion des sols. Les familles disposent ainsi d'aliments en toute saison.

Le projet a aussi contribué à une meilleure nutrition des jeunes enfants à travers les actions suivantes :

- formation des mères pour préparer de la bouillie pour enfants enrichie à base d'aliments locaux.
- développement de l'accès à l'eau potable.

Commission européenne

Sécurité alimentaire : comprendre et relever le défi de la pauvreté

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2009

2009 – 28 p. – 19x27 cm

ISBN 978-92-79-10856-3

doi: 10.2783/29433

Comment vous procurer les publications de l'Union européenne ?

Publications payantes :

- sur le site de l'EU bookshop : <http://bookshop.europa.eu>
- chez votre libraire, en lui donnant le titre, le nom de l'éditeur et/ou le numéro ISBN
- en contactant directement un de nos agents de vente. Vous obtiendrez leurs coordonnées en consultant le site : <http://bookshop.europa.eu> ou par télécopie au numéro suivant : +352 29 29 42758.

Publications gratuites :

- sur le site de l'EU bookshop : <http://bookshop.europa.eu>
- auprès des représentations ou délégations de la Commission européenne.
Vous obtiendrez leurs coordonnées en consultant le site : <http://ec.europa.eu> ou par télécopie au numéro suivant : +352 29 29 42758.

